

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-12 du 26 mars 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et le Japon annoncent des investissements japonais dans des projets énergétiques, et un plan d'action sur les minéraux critiques
2. L'USTR publie un rapport sur la réforme de l'OMC en amont de la 14ème conférence ministérielle de l'organisation

Climat – énergie – environnement

3. L'énergie solaire et éolienne a atteint 17% de la production totale d'électricité aux États-Unis en 2025
4. Le Département de l'Intérieur annonce un accord avec TotalEnergies

Transport et infrastructure

5. L'administratrice de la TSA témoigne devant le Congrès des perturbations causées par le *shutdown* du Département de la sécurité intérieure
6. Le Département des transports annonce une nouvelle mesure pour renforcer la sécurité de la circulation aérienne

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

7. La Maison-Blanche publie ses recommandations pour un « Cadre Législatif National pour l'IA » à l'intention du Congrès

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Japon annoncent des investissements japonais dans des projets énergétiques, et un plan d'action sur les minéraux critiques

Le 19 mars, dans le cadre de la [visite](#) de la Première ministre japonaise Sanae Takaichi, les États-Unis et le Japon ont [annoncé](#) une seconde tranche d'investissements japonais pouvant atteindre 73 Mds USD dans des projets énergétiques aux États-Unis. Ces investissements s'inscrivent dans le cadre de l'accord commercial conclu l'année dernière, qui prévoit un engagement total du Japon à hauteur de 550 milliards de dollars :

- Projets de construction de petits réacteurs modulaires par GE Vernova Hitachi (coentreprise entre General Electric et Hitachi) dans le Tennessee et en Alabama, pour un coût estimé pouvant atteindre 40 Mds USD.
- Projets de construction d'installations de production d'électricité au gaz naturel en Pennsylvanie, pour un coût estimé pouvant atteindre 17 Mds USD, et au Texas, pour un coût pouvant atteindre 16 Mds USD.

Le même jour, les Etats-Unis et le Japon ont également [publié](#) un [plan d'action](#) conjoint visant à lancer une initiative commerciale plurilatérale sur les minéraux critiques, reposant sur l'instauration de prix planchers ou de mécanismes équivalents. Ce document s'inscrit dans le prolongement du cadre de coopération bilatérale établi en octobre dernier.

- Les deux pays prévoient d'identifier des projets miniers, de traitement et de fabrication présentant un intérêt commun, situés aux Etats-Unis, au Japon ou dans des pays tiers. Ces projets bénéficieront d'un accès prioritaire aux financements, ainsi que d'un partage accru des données géologiques entre les partenaires.
- Les deux parties s'engagent également à examiner, avec d'autres partenaires potentiels, la faisabilité de politiques commerciales coordonnées. Outre le mécanisme de prix plancher, le plan prévoit plusieurs instruments complémentaires : élaboration de standards miniers et commerciaux, renforcement de la coopération technique et réglementaire, ainsi que mise en place de stocks stratégiques coordonnés.

2. L'USTR publie un rapport sur la réforme de l'OMC en amont de la 14ème conférence ministérielle de l'organisation

Le 23 mars, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a publié un [rapport](#) exposant la manière dont il souhaite voir évoluer l'OMC, en mettant l'accent sur le renforcement des dispositions en matière de transparence, l'établissement de critères d'éligibilité pour le traitement spécial et différencié, et une réforme du principe de la nation la plus favorisée (NPF), en faveur d'une perspective davantage axée sur la réciprocité. L'USTR J. Greer indique dans le [communiqué](#) de presse accompagnant ce rapport que « l'OMC doit changer si elle entend *conserver une quelconque pertinence alors que le système commercial international évolue vers un accent sur la réciprocité et l'équilibre.* » Cette publication intervient à la veille de la 14^e réunion ministérielle de l'OMC (CM14) à Yaoundé (Cameroun), prévue du 26 au 29 mars. L'USTR mènera la délégation américaine.

Brèves

- Le 20 mars, le département du Trésor a [délivré](#) une licence générale autorisant, pour une période de trente jours, l'achat, la livraison et le déchargement de pétrole et produits pétroliers d'origine iranienne actuellement stockés en mer.

Climat – énergie – environnement

3. L'énergie solaire et éolienne a atteint 17% de la production totale d'électricité aux Etats-Unis en 2025

L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 20 mars que l'électricité issue de l'énergie éolienne et solaire a atteint 17 % de la production aux États-Unis, contre moins de 1 % en 2005. En 2025, la production nette d'éolien et de solaire a ainsi représenté, ensemble, 760 000 gigawattheures (GWh) d'électricité, soit 88 000 GWh de plus qu'en 2024.

En 2025, l'énergie éolienne a généré 464 000 GWh d'électricité, soit 3 % de plus qu'en 2024. Sur la même année, la production solaire a totalisé 296 000 GWh, soit 34 % de plus qu'en 2024. A partir de ses données, l'EIA indique que la production solaire à petite échelle (que l'EIA a commencé à estimer à partir de 2014) a également augmenté, totalisant 93 000 GWh en 2025, soit 11 % de plus qu'en 2024. Selon l'EIA, la combinaison de la production solaire à l'échelle des services publics (« utilities ») et de la production solaire à petite échelle en

2025 porte la part de l'éolien et du solaire à 19 % de la production nette totale.

L'EIA rappelle que le gaz naturel, le charbon et l'énergie nucléaire représentaient, ensemble, 75 % de la production d'électricité par les « utilities » aux États-Unis en 2025.

4. Le Département de l'Intérieur annonce un accord avec TotalEnergies

Le Département de l'Intérieur (DOI) a [annoncé](#) le 23 mars un accord avec TotalEnergies pour que l'entreprise « redirige des capitaux des baux coûteux et peu fiables pour l'éolien en mer vers des projets de gaz naturel abordables et fiables qui fourniront une énergie sécurisée aux travailleurs américains ». TotalEnergies s'est engagée dans le cadre de cet accord à investir environ 1 Md\$, correspondant à la valeur de ses baux éoliens offshore abandonnés, dans la production de pétrole, de gaz naturel et de GNL aux États-Unis. Le DOI précise que « compte tenu des préoccupations de sécurité nationale, TotalEnergies s'est engagée à ne pas développer de nouveaux projets éoliens offshore aux États-Unis ».

Le communiqué précise que TotalEnergies investira 928 M\$ dans les projets suivants en 2026 :

- Le développement des trains 1 à 4 de l'usine Rio Grande LNG au Texas ;
- Le développement du pétrole conventionnel dans le golfe du Mexique et la production de gaz de schiste.

Après ces investissements, il est précisé que les États-Unis résilieront les baux suivants et rembourseront l'entreprise :

- Bail n° OCS-A 0535, situé dans la région de la Caroline Long Bay. Ce bail a été entièrement signé par TotalEnergies Renewables USA, LLC le 1er juin 2022, après un paiement de 133 333 333 \$.
- Bail n° OCS-A 0538, situé dans la région de New York Bight. Le bail a été entièrement signé par Attentive Energy, LLC le 1er mai 2022, après un paiement de 795 000 000 \$.

Brèves

- Le secrétaire à l'Énergie, Chris Wright, a [publié](#) le 23 mars des ordres d'urgence visant à maintenir en activité deux centrales à charbon de l'Indiana « afin de garantir aux Américains un accès continu à une électricité abordable, fiable et sécurisée ». Le communiqué cite un [rapport](#) sur l'adéquation des ressources du DOE, selon lequel les coupures de courant

pourraient être multipliées par 100 en 2030 si les États-Unis continuent à mettre hors ligne une alimentation fiable.

- Le Département de l'Intérieur a [organisé](#) le 18 mars une vente de concessions pétrolières et gazières pour la Réserve nationale de pétrole en Alaska, aboutissant à 187 baux et 163 696 722 \$ de recettes totales. Cette vente représente selon le communiqué « le plus haut niveau de revenus jamais généré, le plus grand nombre de parcelles recevant des offres et le deuxième plus grand nombre d'acres vendu lors d'une seule vente. ». Le DoI a proposé 625 parcelles réparties sur environ 20000 km² lors de la vente. En réponse, 11 entreprises ont soumis des offres pour 187 parcelles couvrant 5400 km². L'État de l'Alaska recevra près de 82 M\$, soit 50 % des recettes des offres. En vertu de la loi One Big Beautiful Bill Act, le Bureau of Land Management du DoI doit organiser au moins cinq ventes de bail dans la réserve d'ici 2035, chacune offrant au moins quatre millions d'acres (env. 16000 km²).
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) le 20 mars une proposition visant à aider au traitement des millions de pneus abandonnés à travers les États-Unis, en réponse aux préoccupations de santé et de sécurité liées à ces déchets. Environ 48 millions de pneus abandonnés subsistent dans au moins 23 États et terres tribales selon le communiqué. La [proposition](#) permettrait notamment l'utilisation de ces pneus comme combustible dans les fours des cimenteries.
- Le Département d'Etat (DoS) a [publié](#) le 17 mars la déclaration entre les gouvernements des États-Unis et de la Mongolie, établie à l'occasion des consultations annuelles bilatérales à Oulan-Bator. Les deux parties soulignent l'achèvement imminent du Millennium Challenge Corporation Water Compact d'un montant de 462 M\$ pour améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau de la capitale mongole. Les deux parties se sont également engagées à explorer des opportunités d'élargir la coopération énergétique afin d'accroître la croissance économique à long terme des deux pays. Elles ont notamment mis en avant les minéraux critiques et les technologies du charbon propre comme des domaines de coopération potentielle, et ont affirmé leur volonté d'explorer la coopération sur des sources d'énergie alternatives.

Transport et infrastructure

5. L'administratrice de la TSA témoigne devant le Congrès des perturbations causées par le *shutdown* du Département de la sécurité intérieure

L'administratrice par interim de la Transportation Security Administration (TSA), Ha McNeil, a été [auditionnée](#) le 25 mars par le Comité de la sécurité intérieure à la Chambre des représentants. Cette audition réunissait des représentants de la TSA, des Coast Guards, de la Cybersecurity and Infrastructure Security Agency et de la Federal Emergency Management Agency venus témoigner dans le contexte du blocage budgétaire (« *shutdown* ») affectant le Département de la sécurité intérieure (*Department of Homeland Security - DHS*) depuis plus de 35 jours.

Dans sa [déclaration préliminaire](#), Mme McNeil a rappelé que 95% des agents de la TSA, chargés des contrôles de sûreté dans les aéroports, étaient considérés comme « personnels essentiels » et astreints à ce titre à travailler sans être payés. Tenant compte du précédent *shutdown*, elle a indiqué que ces personnels avaient travaillé 87 jours sans être payés en 2026, avec des difficultés croissantes pour faire face aux dépenses de la vie courante. Elle a souligné que, pendant le précédent *shutdown* de 43 jours en octobre et novembre 2025 environ 1100 agents avaient quitté la TSA, soit une augmentation de 25% par rapport à 2024. A cette heure, et du fait du *shutdown* en cours, la TSA avait déjà perdu 460 officiers et l'absentéisme dans les postes d'inspection filtrage sur les aéroports était passé de 4% en moyenne au niveau national à 11%, avec des aéroports atteignant des taux de 40 à 50%. Mme McNeil a indiqué que la croissance du trafic printanier (*Spring break travel*), en augmentation de 5% par rapport à l'année dernière, renforçait la pression, avec pour conséquence des temps d'attente supérieurs à 4,5 heures dans certains aéroports.

Mme McNeil a souligné l'importance pour la TSA d'attirer et de pouvoir retenir les agents de sûreté, en raison des temps de formation nécessaires de 4 à 6 mois. Elle a souligné à cet égard l'imminence de la Coupe du monde de la FIFA qui débutera le 11 juin, anticipant un flux de passagers associé. Selon elle, ces contraintes de formation rendaient d'ores et déjà impossible de positionner à temps des officiers nouvellement recrutés en face de ces flux. En conclusion, Mme McNeil a appelé le Congrès à voter les crédits nécessaires sans délai supplémentaire.

6. Le Département des transports annonce une nouvelle mesure pour renforcer la sécurité de la circulation aérienne

Le secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, et l'administration fédérale de l'aviation (FAA) ont [annoncé](#) le 18 mars l'adoption d'une nouvelle mesure visant à renforcer la sécurité des opérations aériennes entre les avions et les hélicoptères à proximité des grands aéroports.

Le dispositif prévoit la suspension de l'usage de la « séparation visuelle » entre aéronefs et impose désormais aux contrôleurs aériens de recourir à des outils radar pour assurer une séparation minimale entre avions et hélicoptères.

Cette évolution, fondée sur une analyse approfondie des incidents et des données de trafic, vise à réduire les risques de collision dans des zones caractérisées par une forte densité et des croisements fréquents de trajectoires.

Elle s'inscrit dans un effort de modernisation des protocoles de sécurité aérienne, engagé à la suite d'accidents récents et destiné à renforcer la fiabilité du système de gestion du trafic aérien à l'échelle nationale.

Brèves

- Le Département d'Etat (DoS) a [publié](#) le 19 mars un bilan de son partenariat avec la compagnie israélienne El Al Airlines pour le rapatriement des ressortissants américains depuis Tel Aviv, en raison de l'opération Epic Fury. A cette date plus de 2000 personnes avaient été rapatriés grâce à des billets à tarifs préférentiels sur des vols charters réservés aux citoyens américains. La compagnie El Al a réservé également un pourcentage de places sur ses vols réguliers en complément. Le communiqué précise que, plus largement, 70000 américains ont quitté le Moyen-Orient depuis le 28 février et que les Etats-Unis ont organisé plus de 60 vols d'évacuation depuis cette zone.

Industrie

Brèves

- Le 18 mars 2026, Macy's a [publié](#) des projections prudentes de résultats en raison de l'incertitude sur la situation macroéconomique, dont les droits de douane et l'impact de la guerre en Iran.

- Le 20 mars 2026, le Financial Times [rapporte](#) que le secteur aérien mondial traverse sa pire crise depuis la pandémie. Les vingt plus grandes compagnies cotées en Bourse ont perdu quelque 53 milliards de dollars de capitalisation boursière depuis le début du conflit. La fermeture des espaces aériens du Golfe pèse lourdement sur les hubs de la région, tandis que le prix du kérosène a quasiment doublé depuis le début des hostilités, faisant peser un risque de pénurie d'approvisionnement qui contraint les compagnies à relever leurs tarifs, dans un contexte où la résistance de la demande aux hausses de prix reste incertaine. Parmi les grands transporteurs américains, United Airlines et American Airlines voient leurs cours boursiers sous pression, exposés respectivement à la désorganisation des routes internationales et à la fragilité de leurs marges. Delta Air Lines tire néanmoins son épingle du jeu au sein du Big Four, portée par un modèle centré sur le marché domestique et une clientèle premium peu sensible aux variations tarifaires.
- Le 23 mars 2026, AutoNews [rapporte](#) que Volkswagen, BMW et Mercedes se seraient collectivement acquittés de 6 Md\$ de surcoûts tarifaires en 2025. En effet, certains modèles de ces marques exportés aux Etats-Unis ne seraient plus profitables pour les constructeurs.
- Le 24 mars 2026, le Wall Street Journal [rapporte](#) que l'américain Estée Lauder, dont la capitalisation boursière dépasse 30 Md\$, serait en négociations pour racheter le groupe de beauté espagnol Puig, valorisé lui à environ 10 Md\$. L'opération, mixant cash et actions, permettrait au groupe de renforcer massivement son expansion mondiale, notamment vis-à-vis de ses concurrents français, en ajoutant des marques prestigieuses à son portefeuille, comme Carolina Herrera et Charlotte Tilbury notamment. Les deux groupes ont confirmé les discussions, sans garantie d'aboutissement.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- A l'occasion de la Journée nationale de l'agriculture 2026, [proclamée](#) pour le 24 mars par le Président Trump, la secrétaire à l'Agriculture Brooke Rollins a [annoncé](#) le

lancement d'une campagne nationale de sensibilisation publique pour informer les producteurs de viande, de volaille et d'œufs de la norme d'étiquetage volontaire « Produit des États-Unis » qui est entrée en vigueur le 1er janvier. Cet étiquetage « Product of the USA » ne peut être utilisé que si les produits ont été récoltés et transformés aux États-Unis à partir d'animaux qui y sont nés et y ont été élevés. Cette législation, initiée sous l'administration Biden, était une réponse très attendue de la part des éleveurs américains qui dénonçaient l'ancien système où une indication de fabrication aux États-Unis n'impliquait que le lieu du dernier conditionnement mais ne disait rien du pays de provenance de l'animal.

- Parrainé par 35 structures professionnelles agricoles et alimentaires américaines, le 10e [rapport](#) annuel « Nourrir l'économie » vient d'être publié. Selon l'édition 2026, les secteurs alimentaire et agricole américains, au sens large, sinon très extensif, représentent 20% de la production nationale, soutiennent plus de 48,7 M d'emplois et génèrent plus de 3 000 Md\$ de salaires. De façon plus directe, l'impact est le suivant : 24,3 M d'emplois, 1080 Md\$ de salaires et 4330 Md\$ de production. Une [carte interactive](#) évalue par État mais également par circonscription électorale (les 435 districts des membres de la Chambre des représentants), l'empreinte économique de ces secteurs économiques. L'évaluation est effectuée depuis la ferme, en passant par l'ensemble de la chaîne de la transformation jusqu'au distributeur alimentaire (y compris la restauration) ainsi que par l'activité économique induite par les acteurs de ces secteurs au niveau de l'économie locale (logements, services de santé, écoles, etc.).

Numérique et innovation

7. La Maison-Blanche publie ses recommandations pour un « Cadre Législatif National pour l'IA » à l'intention du Congrès

Le 20 mars, la Maison-Blanche a dévoilé un « [Cadre Législatif National pour l'IA](#) » (*National AI Legislative Framework*), constituant une recommandation adressée au Congrès pour introduire un cadre normatif fédéral permettant de préempter certaines législations mises en place au niveau des États fédérés dans le domaine de l'IA. Ce document fait suite au décret présidentiel de décembre 2025 (voir [Brèves Sectorielles du 19 décembre 2025](#)).

Le document détaille et précise les priorités énoncées dans le décret de décembre 2025 en proposant d'instaurer un cadre législatif fédéral permettant de mettre fin au « patchwork fragmenté de réglementations étatiques » dans le domaine de l'IA. La Maison-Blanche précise que les états ne doivent pas outrepasser leur rôle en légiférant sur des domaines relevant de la compétence fédérale, notamment : (i) l'imposition de règles propres à la phase de « développement des modèles d'IA » (*AI development*), (ii) l'instauration de règles spécifiques aux usages de l'IA qui n'auraient pas fait l'objet d'encadrement s'ils étaient réalisés sans cette technologie, et (iii) l'imposition d'une responsabilité juridique aux développeurs de modèles pour les infractions commises par des tiers utilisant ces derniers. La recommandation souligne néanmoins l'importance que le cadre de préemption ne s'oppose pas à l'application, par les états fédérés, des lois de portée générale pouvant s'appliquer aux développeurs d'IA, notamment (i) en matière de protection de l'enfance et des consommateurs, (ii) les lois régissant l'accueil d'infrastructures telles que les centres de données, ou (iii) des normes encadrant l'usage et l'achat de l'IA par les autorités publiques étatiques.

Au-delà du mécanisme de préemption, la recommandation appelle le Congrès à introduire des dispositions dans plusieurs domaines :

- **Protection de l'enfance** : La Maison-Blanche recommande de s'inscrire dans la continuité de législations existantes comme le *Take It Down Act*, et d'introduire des dispositifs facilitant aux parents le contrôle de l'accès à l'IA par les mineurs, y compris des dispositifs « raisonnables » de vérification de l'âge (*age assurance*), tout en évitant un cadre de responsabilité excessif susceptible de générer des contentieux importants.
- **Protection des « communautés »** : Le document formule des recommandations spécifiques au déploiement des centres de données, appelant à faire supporter aux entreprises d'IA les frais additionnels générés par l'utilisation des infrastructures énergétiques, appelant à la codification de la *Ratepayer Protection Pledge* annoncée par D. Trump en début de mois ([voir Brèves sectorielles du 6 mars 2026](#)) tout en harmonisant le cadre fédéral d'autorisation pour la construction d'infrastructures énergétiques et de centres de données. Ce volet mentionne également l'importance de renforcer les compétences techniques des agences fédérales actives dans le domaine de la sécurité nationale pour assurer leur compréhension des modèles d'IA « de frontière », ainsi que de fournir un soutien technique et financier aux petites et moyennes entreprises pour favoriser l'adoption de l'IA par celles-ci.

- **Propriété intellectuelle** : La Maison-Blanche préconise de laisser les tribunaux établir une jurisprudence sur l'utilisation de contenus protégés par le droit d'auteur, demandant notamment au Congrès de ne pas légiférer sur l'« usage équitable » (*fair use*). Elle encourage néanmoins le développement de cadres de licences ou de systèmes de gestion collective des droits, ainsi que la mise en place d'un cadre fédéral protégeant les individus contre la diffusion non autorisée ou l'utilisation commerciale de répliques numériques générées par l'IA.
- **« Liberté d'expression »** : Le document appelle le Congrès à établir des gardes-fous empêchant le gouvernement fédéral d'imposer aux fournisseurs d'IA des règles visant à « interdire, contraindre ou modifier des contenus selon des agendas partisans ou idéologiques ».
- **Innovation et domination américaine dans l'IA** : La recommandation privilégie la mise en place de « bacs à sables réglementaires » (*regulatory sandboxes*), l'accès à des jeux de données publiques dans des formats adaptés à l'IA, et s'oppose à la création d'une nouvelle entité fédérale dédiée à la réglementation de l'IA, préférant s'appuyer sur les organismes existants selon une logique « sectorielle » (*sector-specific*) et basée sur les standards développés par l'industrie.
- **Éducation et formation** : L'exécutif privilégie une approche « non réglementaire » intégrant l'IA aux programmes d'éducation et de formation existants, tout en renforçant les capacités fédérales de surveillance des évolutions du marché du travail au niveau des « tâches spécifiques » (*task-level*).

L'exécutif, qui affirme vouloir « travailler avec le Congrès dans les mois qui suivent » dans une logique bipartisane, a pour l'instant reçu le [soutien](#) des dirigeants républicains du Congrès, dont du président Mike Johnson (R-Ohio). Cependant, quelques membres républicains éminents, comme Marsha Blackburn (R-Tennessee), en [appellent](#) à une réglementation plus stricte du secteur. De leur côté, plusieurs démocrates investis sur les questions d'IA au Congrès ont critiqué la recommandation, dont Josh Gottheimer (D-New Jersey), [reprochant](#) à celle-ci d'instituer un cadre de protection insuffisant—notamment quant à la protection des mineurs et des consommateurs—et une approche laissant trop de latitude au secteur privé.

Brèves

- Le 24 mars, un jury populaire du Nouveau-Mexique a [reconnu](#) Meta coupable d'avoir enfreint les lois de protection du consommateur de l'État en induisant les utilisateurs en erreur sur la sécurité de ses plateformes (Facebook, Instagram et

WhatsApp) et en ayant facilité l'exploitation sexuelle de mineurs sur celles-ci. Le jury a condamné l'entreprise à une amende de 375 M\$ dans un verdict qui, [selon](#) le procureur général du Nouveau-Mexique, constitue la première victoire d'un État américain en procès contre une grande entreprise technologique sur des questions de protection des mineurs. Meta a annoncé vouloir faire appel de la décision.

- Le 25 mars, dans le cadre d'un autre procès à Los Angeles ([voir Brèves sectorielles du 30 janvier 2026](#)), un jury a [reconnu](#) Meta (Instagram) et Alphabet (YouTube) coupables de négligence dans la conception de leurs plateformes, estimant que celle-ci avait constitué un « facteur substantiel » dans les dommages causés à la santé mentale de la plaignante, une femme de 20 ans. Le jury a condamné les deux entreprises à verser 6 M\$ de dommages et intérêts. Il s'agit de la première fois que des réseaux sociaux sont reconnus responsables pour les effets addictifs de la conception de leurs services. En ciblant la conception des plateformes plutôt que les contenus publiés sur celles-ci, le recours a permis de contourner la section 230 du Communications Decency Act, qui limite la responsabilité des plateformes au titre des contenus hébergés. Les deux entreprises ont affiché leur intention de vouloir faire appel du jugement.
- Le 25 mars, la Maison-Blanche a [annoncé](#) les noms des 13 premiers membres nommés au sein du Conseil consultatif du Président pour la science et la technologie (*President's Council of Advisors on Science and Technology*, PCAST), instance historiquement chargée de conseiller le Président sur les questions relatives à la science et à la technologie. Le conseil, établi par décret présidentiel en janvier 2025, est coprésidé par David Sacks, conseiller spécial du président pour l'intelligence artificielle et les crypto-monnaies, et Michael Kratsios, assistant du président pour la science et la technologie (*Assistant to the President for Science and Technology*). Selon la Maison-Blanche, le PCAST se concentrera sous l'administration Trump sur « les opportunités et les défis que les technologies émergentes présentent pour la main-d'œuvre américaine ». Alors que le PCAST a historiquement rassemblé des personnalités du monde académique, gouvernemental et industriel, la composition annoncée par l'administration Trump se distingue par le recrutement exclusif de dirigeants du secteur privé technologique, issus de domaines perçus comme stratégiques par l'administration (IA, semi-conducteurs, quantique, nucléaire, crypto-monnaies, biotechnologies). Sont

ainsi nommés Marc Andreessen (a16z), Sergey Brin (Alphabet), Safra Catz (Oracle), Michael Dell (Dell), Jacob DeWitte (Oklo), Fred Ehrsam (Coinbase, Paradigm), Larry Ellison (Oracle), David Friedberg (The Climate Corporation, Ohalo Genetics), Jensen Huang (Nvidia), John Martinis (Google Quantum AI Lab), Bob Mumgaard (Commonwealth Fusion Systems), Lisa Su (AMD) et Mark Zuckerberg (Meta). Le conseil pourra à terme compter jusqu'à 24 membres.

- Le 25 mars, la Division Antitrust du *Department of Justice* et la *Federal Trade Commission* (FTC) ont [lancé](#) une consultation publique conjointe en vue de réformer les procédures de notification des opérations de concentration (*premerger notification*) prévues par le *Hart-Scott-Rodino Antitrust Improvements Act* (HSR Act). Les agences estiment que le formulaire actuellement en vigueur ne permettrait plus d'examiner efficacement les opérations de concentration modernes, et souhaitent le réviser afin de mieux détecter les fusions potentiellement anticoncurrentielles tout en allégeant les contraintes pesant sur les opérations ne posant pas de problème de concurrence. Les commentaires sont attendus avant le 26 mai 2026.

Santé

Brèves

- Le 23 mars, l'entreprise de dispositifs médicaux américaine Abbott a [annoncé](#) avoir achevé son acquisition de l'entreprise de diagnostics Exact Sciences, pour un montant d'environ 21 Md\$, auquel pourraient s'ajouter des paiements additionnels en fonction de la performance. Il s'agit de la plus grosse acquisition réalisée dans le secteur de la santé à ce stade en 2026.
- Le 23 mars, l'entreprise de biotechnologies américain Kali Therapeutics a [annoncé](#) un accord de licence exclusive mondiale avec le laboratoire français Sanofi portant sur *KT501*, un anticorps ciblant les maladies autoimmunes. Dans le cadre du deal, Kali recevra 180 M\$ de paiements initiaux, ainsi que jusqu'à 1,05 Md\$ de jalons de développement et de commercialisation et des redevances échelonnées sur les ventes potentielles.
- Le 24 mars, le géant américain des dispositifs médicaux et équipements de laboratoires Thermo Fisher a [annoncé](#) avoir

terminé son acquisition de l'entreprise de données pour les essais cliniques Clario, pour un montant de base de près de 8,9 Md\$, auxquels pourraient s'ajouter des paiements additionnels en fonction de la performance. La transaction, annoncé par Thermo Fisher en octobre dernier [voir [Brèves sectorielles du 31 octobre 2025](#)] devrait significativement contribuer à accélérer la croissance de l'entreprise selon son CEO Marc Casper.

- Le 25 mars, le laboratoire pharmaceutique américain Merck a [annoncé](#) son intention d'acquérir l'entreprise Terns Pharmaceuticals, basée en Californie et spécialisée dans le développement de traitements contre le cancer. La transaction devrait s'élever à environ 6,7 Md\$ de paiement de base.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)